

Edito du journal de novembre 2011

## **Procès de quatre producteurs de lait**

### **Liberté syndicale remise en question**

Suite à l'action de Pringy de 2009, quatre des deux-cents producteurs présents sur place ce soir-là ont été condamnés par le Tribunal de Police du district de la Gruyère à 80 heures de travaux d'intérêt général avec sursis de 2 ans, une amende de 300 Frs en plus les frais de justice qui devraient se monter à plusieurs milliers de francs. Uniterre a fait appel afin de prendre connaissance des motifs précis qui ont motivés ce jugement.

Pourtant, lors de son plaidoyer, l'avocate, Maître Cereghetti a plaidé, avec logique et raison l'acquittement ou une condamnation sans peine, étant donné l'importance de la cause et les torts finalement très faibles engendrés. Elle a rappelé que la pression fait partie de toute négociation de cette importance. De plus, le plaignant a retiré sa plainte, il n'y a pas eu atteinte à l'intégrité morale ou physique des personnes et l'action n'a pas provoqué de déprédations. Le rapport des policiers présents sur place le confirme. Mme Cereghetti a rappelé que les producteurs n'étaient présents que pour faire appliquer un article du règlement de la Fédération des Sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL). Sur ce dernier point, les décisions prises par la FSFL ce soir-là, à savoir la réduction de 40% des quantités supplémentaires et la tenue d'une assemblée générale extraordinaire n'ont, à ce jour, jamais été appliquées.

Avant de prononcer la sentence, la juge Frédérique Bütikofer-Repond, a fait patienter les prévenus plus de 2 heures alors qu'elle promettait 45 minutes. Jamais nous ne saurons ce qui s'est passé pendant ce laps de temps, mais visiblement la décision ne fût pas si simple à prendre.

Uniterre constate qu'il est extrêmement difficile de se faire entendre sur Fribourg, pays d'ELSA et de Crémo. Même la juge n'est pas intervenue lorsque des menaces de mort sont proférées par Monsieur Stirnimann, en plein procès, à l'encontre de Pierre-André Tombez.

Avec ces condamnations, la liberté syndicale d'Uniterre est remise en cause. Jamais de telles sentences ont été proférées contre des paysans qui se battent bénévolement pour leur profession et pour une agriculture paysanne proche de la population.

Dorénavant, il sera plus difficile de gérer des paysans en crise. Uniterre ne pourra plus aussi facilement exprimer et accompagner le désespoir de certains. Des actions ou des actes de dépit pourraient partir de producteurs individuels. Uniterre ne prendra plus le risque de les retenir ni de gérer d'éventuels débordements sur Fribourg, mais le lait noir et blanc voyage loin au-delà des frontières cantonales...